Alain Rabatel et Laurence Rosier (coord.), *Les défis
de l'écriture inclusive*

Hugues Peters

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/praxematique/6493>

DOI : 10.4000/praxematique.6493

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Référence électronique

Hugues Peters, « Alain Rabatel et Laurence Rosier (coord.), *Les défis de l'écriture inclusive* », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 74 | 2020, mis en ligne le 08 mai 2021, consulté le 08 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/6493> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.6493>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2021.

Tous droits réservés

Alain Rabatel et Laurence Rosier (coord.), *Les défis de l'écriture inclusive*

Hugues Peters

RÉFÉRENCE

Alain Rabatel et Laurence Rosier (coord.), *Les défis de l'écriture inclusive, Le discours et la langue. Revue de linguistique française*, tome 11.1, Louvain-la-Neuve, EME éditions, 2019, 187 p.

- 1 Outre une introduction par les coordinateurs, Laurence Rosier et Alain Rabatel (« L'écriture inclusive, au défi de toutes les inclusions, des contraintes de la langue et des stéréotypes discursifs », p. 7-14), ce numéro contient huit articles faisant le point sur les enjeux de « l'écriture inclusive » en français. Le moment déclencheur de cet ouvrage a été *l'évènement linguistique* des polémiques focalisées sur l'usage du point médian à l'occasion de la sortie d'un manuel Hatier en écriture inclusive, en septembre 2017.¹ Mais les contributions s'élargissent aux diverses formes de communication non-sexiste : féminisation lexicale, doublets coordonnés ou abrégés, neutralisation discursive ou néologismes non-binaires. Les articles sont de longueur variable (allant du simple au triple) et l'ensemble est éclectique, mais le thème central de l'inscription de la domination masculine dans le langage traverse chaque contribution. Cette question reçoit des éclairages divers (est-ce un sexisme de langue, norme ou discours ?), voire contradictoires, mais la confrontation de points de vue de manière non-idéologique, par des linguistes éclairé·e·s est particulièrement bienvenue.
- 2 Jean-Marie Klinkenberg (« Quelle écriture pour quelle justice ? « Écriture inclusive » et politique linguistique », p. 15-26) replace la question des politiques linguistiques dans le cadre plus large des politiques sociales de lutte contre les exclusions, parmi lesquelles celles dont sont victimes les femmes. Le débat sur le point médian, objet de toutes les

controverses, a eu pour conséquence, selon lui, d'occulter la question sociale de lutte pour l'égalité par l'objectif linguistique démocratique de production de textes clairs et accessibles à tous. C'est à l'aune d'un tel objectif de développement d'une écriture plus conviviale que la part proprement langagière des procédés linguistiques de *visibilisation* des femmes doit être évaluée. Il se demande si la complexification scripturale de certaines formes proposées, telles que l'utilisation des paires coordonnées ou des formes appariées à point médian, ne risque pas d'altérer la lisibilité des textes, rendant l'écrit plus difficile d'accès à certains secteurs de la population.

- 3 La contribution de Bernard Cerquiglini (« La parité dans la langue. Réflexions sur une exception française », pp. 27-40) offre une perspective historique sur l'entreprise de féminisation « des noms de métiers, titres, grades et fonction » proposée comme remède à l'absence de féminins professionnels ou à leurs usages purement matrimoniaux. Cette entreprise de revitalisation de processus dérivationnels présents de manière latente dans la langue française s'est faite sous l'impulsion de la francophonie plutôt que de la France.² Cerquiglini situe la cause du retard hexagonal en la matière dans l'opposition pendant plus de trente ans à la féminisation lexicale menée par l'Académie et ses relais puristes, et conclut sa contribution par un appel à l'avènement d'une Académie française « protectrice d'un idiome mondial » (p. 39).
- 4 Laurence Rosier (« "Touche pas à ma langue" : réformes, polémiques et violence verbale sur fond d'enjeux idéologiques », pp. 41-52) analyse les violences verbales produites lors des polémiques de septembre 2017. Loin d'être accessoires, de tels débats récurrents sur des questions de langue, menés dans l'espace public, révèlent des idéologies sociales et politiques sous-jacentes ainsi que l'attachement émotionnel des non-spécialistes à leur langue. L'auteure montre comment la polémique, au sein de laquelle la discussion, même crispée, aboutit à l'échange d'arguments scientifiques, débouche souvent, dans le cadre des médias et réseaux sociaux numériques, sur des stratégies de dévalorisation par l'ironie, elle-même glissant vers l'humour vexatoire, pour terminer par des insultes à caractère sexistes et homophobes. L'analyse d'un passage de Sam Bourcier, théoricien Queer, nous fait, en outre, prendre conscience du fait que l'emploi des doublets abrégés, qui sur-manifestent la différence de genre, puisse susciter l'opposition de militant·e·s dont l'objectif est précisément de sortir d'une telle binarité.
- 5 My Alpheratz (« Français inclusif : du discours à la langue ? », pp. 53-74) problématise la conceptualisation d'une possible variété de langue dite de « français inclusif », « conçue comme système sémiologique approprié à une nouvelle façon de voir le monde » (p. 69). *L'autaire* entend substituer une norme éthique à celle de correction grammaticale et énumère l'ensemble des procédés d'écriture inclusive attestés, relevés notamment dans des groupes de discussion Queer. Parmi ces procédés se trouvent des néologismes lexicaux « *copaine* », « *adelphité* », etc. et morphologiques : « *iel* », « *ol* » ou « *al* », « *curieuZ* », etc. qui visent à l'introduction dans la langue d'un troisième genre neutre en remplacement du masculin impersonnel, générique, non-binaire ou collectif. Ces formes, dont certaines sont des créations d'Alpheratz, illustrent l'objectif de dépasser l'inclusion du féminin pour atteindre l'inclusion de personnes non-binaires.
- 6 Dan van Raemdonck (« L'inclusif, entre accord et désaccord ou "Jusqu'à ce que la proximité nous sépare" », pp. 75-96) évalue les propositions d'accord de *proximité* en cas de modification d'un ensemble coordonné de deux ou plusieurs noms de genres différents. Si pour les éléments antéposés, déterminants ou adjectifs, l'accord avec le

nom le plus proche décrit effectivement l'usage observé jusqu'à nos jours : « *certaines femmes et hommes...* », les données sont plus ambiguës en postposition. En effet, remontant au moyen français, il démontre que, même si l'accord de proximité au féminin est effectivement attesté jusqu'à l'époque classique, un tel accord ne s'observe généralement qu'au singulier : « *un désespoir et une agitation pareille.* » Ce qui montrerait que seul le genre masculin (ou non-marqué) au pluriel, prescrit par la grammaire scolaire pour les adjectifs et participes postposés, serait véritablement capable d'englober un ensemble coordonné de genre mixte.

- 7 Patrick Charaudeau (« Retour sur l'écriture inclusive au défi de la neutralisation en français », pp. 97-124) répond aux réactions diverses suscitées par un article précédent.
³ Le cœur de sa contribution porte sur la *neutralisation discursive* du genre : ainsi, dans la formulation : « *les étudiants* », nul n'est besoin de marquer le féminin pour se référer à la catégorie dans son ensemble, mais ce marquage peut être souhaitable quand il s'agit de référer à des personnes dont il serait important de distinguer le sexe, comme dans les annonces d'emploi. Quant au point médian qui a, dès ses origines grecques, une fonction de séparation, Charaudeau lui préfère la barre oblique ou les parenthèses qui indiqueraient mieux l'alternance, ou bien les doublets pleins coordonnés, ou encore l'emploi d'un terme indiquant l'activité plutôt que les acteurs : « *candidature* » plutôt que « *candidat/e.* » Tout est donc affaire d'intelligence et de compréhension de la manière dont fonctionne la langue en contexte.
- 8 Daniel Elmiger, Eva Schaeffer-Lacroix et Verena Tunger (« La rédaction non sexiste en Suisse : pluralité des discours et des pratiques », pp. 125-150) présentent leur projet de recherche sur les pratiques de langue non-sexiste développées depuis les années 80 dans le langage administratif de la Suisse, pays peu centralisé et caractérisé par le plurilinguisme. Travaillant sur le corpus des textes régulateurs de l'administration fédérale de 1849 à 2014, ils décèlent une tendance au maintien du masculin générique et à l'utilisation parcimonieuse des formes doubles, pleines ou abrégées (alors que les doublets se généralisent dans les textes en allemand) ainsi qu'à l'accroissement concomitant de formes épiciènes comme « *spécialiste(s)* » ou d'expressions avec « *personne(s)* ». Des entretiens avec les responsables de l'édition ou de la traduction de textes administratifs révèlent l'absence de pratiques uniformes au sein des différents cantons en raison du manque d'uniformité des documents régulateurs qui, en outre, laissent une grande marge d'interprétation. Ces responsables s'accordent sur l'importance de prendre en compte la dimension non-sexiste dès la conception d'un texte car la reformulation de textes rédigés avec le masculin générique nécessite des efforts considérables pour un résultat souvent peu satisfaisant.
- 9 Laure Gardelle (« Écriture inclusive et genre : quelles contraintes systémiques et cognitives à l'intervention sur une catégorie grammaticale et lexicale ? Étude comparée anglais-français », p. 151-187) part du constat d'andro-centrisme dans l'usage du masculin en contextes *indifférenciés* (de référence générique à la classe ou de référence à une pluralité mixte de membres) ; l'emploi du masculin 'par défaut' ne signifiant nullement indifférenciation des sexes quand il s'agit de désigner des humains. Contrastant l'anglais et le français, elle explique les résistances à la stratégie de féminisation préconisée dans le domaine francophone, par les obstacles cognitifs majeurs que celle-ci peut poser. Ainsi, en raison d'un principe de pertinence, l'utilisation des doublets pleins : « *les artisanes et les artisans* » rend automatiquement la différence de sexe significative et, par conséquent, empêche toute évocation d'une

seule grande classe professionnelle sans la diviser en deux classes distinguées par le sexe. Quant aux doublets abrégés qui résolvent ce problème par la mise en évidence d'une racine commune : « *lecteur.rice.s* », ils posent d'autres problèmes, de lisibilité et de redéploiement du doublet lors du passage à l'oral. Or, remarque-t-elle, une autre stratégie d'indifférenciation lexicale : « *une artisan* », « *ma chef* », « *la préfet* », etc. est particulièrement vivace dans des contextes informels, comme le montre une recherche sur Internet. Le coût cognitif de la différenciation de genre par le seul déterminant « *une ou un médecin* » étant minimal, puisque le même nom sert d'appellation commune à toute la classe et que le genre des articles est neutralisable au pluriel, cette pratique d'indifférenciation pourrait constituer l'évolution naturelle en français informel. Elle termine son article par des exemples concrets de réécriture de textes éliminant les obstacles cognitifs identifiés.

- 10 Au terme de la lecture de ce numéro stimulant, le lecteur prend conscience du chemin qui reste à parcourir au sein de la Francophonie pour développer des recommandations consensuelles d'écriture non-sexiste. Il s'avère en outre pressant d'évaluer empiriquement le coût cognitif respectif de ces différentes stratégies⁴ ainsi que la manière dont elles pourraient être intégrées dans l'enseignement aussi bien en langue première qu'en langue seconde.⁵

NOTES

1. Le point médian (« Alt+0183 ») proposé par le Haut-Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes vise à créer des formes abrégées comme « *enseignant-e-s* » pour rendre le genre féminin visible.
 2. D'ailleurs, des solutions de féminisation différentes peuvent avoir été proposées. Voir Elizabeth Dawes, 2003, « La féminisation des titres et fonctions dans la Francophonie. De la morphologie à l'idéologie. » *Langue et Culture*, 25.2, 195-213.
 3. Voir Patrick Charaudeau, 2018, « L'écriture inclusive au défi de la neutralisation en français », *Le Débat*, 199.
 4. Voir Pascal Gygas & Noelia Gesto, 2007, « Féminisation et lourdeur de texte », *L'Année Psychologique*, 107, 233-250.
 5. Voir Hugues Péters, 2020, « Gender-inclusivity and gender-neutrality in foreign language teaching: The case of French », *Australian Journal of Applied Linguistics*, 3.3, 183-195.
-

AUTEURS

HUGUES PETERS

UNSW Sydney, Australie